Louis GILL

professeur et économiste, Dép. des sciences économiques, UQÀM

(19 novembre 2005)

“Le Manifeste *Pour un Québec lucide.*”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel : jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"

Site web : <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web : <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Louis GILL

« Le Manifeste *Pour un Québec lucide* ».

Communication présentée à la Conférence des sections locales à charte directe de la section québécoise de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC-Québec), le 19 novembre 2005.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte : Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 13 mars 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Table des matières

[Origine et contenu du Manifeste](#)

[Les réactions au Manifeste dans les journaux](#)

[*De l'inquiétude* et *Pour un Québec solidaire*](#)

[Déclin démographique ?](#)

[La dette publique](#)

[Une réduction relative de la dette, sans remboursement](#)

Louis GILL
professeur et économiste, Dép. des sciences économiques, UQÀM

« *Le Manifeste Pour un Québec lucide* ».

Communication présentée à la Conférence des sections locales à chartre directe de la section québécoise de l’Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC-Québec), le 19 novembre 2005.

[Retour à la table des matières](#)

Un mois jour pour jour après la publication du Manifeste Pour un Québec lucide, rares sont ceux et celles qui, dans le grand public, n’en ont pas entendu parler et qui ne sont pas au courant de son contenu. Encore plus rares sont ceux et celles qui, dans le mouvement syndical et progressiste, non seulement se sont pas au courant de son contenu, mais n’ont pas d’une manière ou d’une autre, directement ou en s’identifiant aux critiques qui en ont été faites, dénoncé son arrogance, sa condescendance et le caractère inacceptable des orientations qu’il met de l’avant pour le Québec en déclarant péremptoirement qu’en dehors de cette voie il n’y aurait pas de salut.

En me demandant de prononcer une conférence sur ce sujet devant un regroupement de militants syndicaux avertis, on me pose donc un défi de taille que je vais tenter de relever en ne m’en tenant pas au Manifeste comme tel, que plusieurs d’entre vous avez sans doute lu, mais en rendant compte aussi des débats et prises de position qu’il a suscités.

Origine et contenu du Manifeste

[Retour à la table des matières](#)

D’entrée de jeu, il est utile de mentionner que la présentation alarmiste des grands périls auxquels ferait face une population québécoise insouciante, entêtée et farouchement opposée au changement, qui s’obstinerait à ne pas les reconnaître, et d’une liste de remèdes définis comme incontournables par les auteurs du Manifeste Pour un Québec lucide, est à peu de choses près la réédition d’une démarche analogue entreprise à l’initiative de La Presse il y a un an et demi. Cette démarche avait donné lieu à la publication dans son édition du 21 février 2004 d’un texte intitulé Un Québec au travail ! Stratégie pour une société plus prospère, présenté par l’éditorialiste en chef, André Pratte, et dont deux des cinq auteurs, Joseph Facal et Robert Lacroix, sont, avec André Pratte, parmi les douze signataires du Manifeste Pour un Québec lucide. Par rapport à ce texte publié l’an dernier, qui n’avait pas fait grand bruit et qui est, pour ainsi dire, mort au feuillet, il n’y a rien de fondamentalement nouveau dans ce Manifeste, si ce n’est qu’on a voulu faire renaître avec vigueur le même contenu en le faisant relancer cette fois par des personnalités mieux connues.

Fait significatif qui n’est pas à son honneur, l’ex-président de la FTQ, Clément Godbout, avait été parmi les signataires du texte de 2004 publié dans La Presse, ce qui lui apportait une caution syndicale contre nature dont il faut se réjouir de l’absence dans la nouvelle mouture qui vient d’être publiée. Cette fois, les auteurs du Manifeste ont plutôt choisi de pourfendre le mouvement syndical qu’ils accusent de « monopoliser le label progressiste pour mieux s’opposer aux changements qu’impose la nouvelle donne ». Les solutions qu’ils proposent, soutiennent-ils, « reposent sur la lucidité, la responsabilité et la liberté ». Elles ne sauraient être caractérisées ni comme « de droite », ni comme « de gauche » ; elle seraient « arithmétiques ». La question bien entendu est de savoir de quelle arithmétique on parle.

Selon les auteurs, malgré les mises en garde répétées de gens éclairés – inutile de préciser que c’est entre autres à eux-mêmes qu’ils pensent – les Québécois s’obstinent à nier ou à ignorer les menaces qui les guettent, comme :

- notre relative faiblesse en Amérique du Nord ;
- notre endettement public devenu prohibitif ;
- notre déclin démographique et le vieillissement de la population ;
- le défi asiatique, la concurrence de la Chine et de l’Inde.

Les Québécois, disent-ils, travaillent moins que les autres Nord-Américains, ils travaillent moins efficacement, ils prennent leur retraite plus tôt, se paient des programmes sociaux plus généreux, s’endettent jusqu’à la limite de leur carte de crédit, etc. « Il faut être réaliste, nous avertissent-ils, d’ici quelques années tout au plus, nos rêves – en fait pas les nôtres, mais ceux de nos enfants – seront interrompus par des coups sur la porte : les huissiers ! ». Ne lésinant pas avec l’inflation verbale, la démagogie et les images apocalyptiques, l’un des signataires du Manifeste, l’économiste Pierre Fortin, est allé jusqu’à déclarer en conférence de presse que le vieillissement de la population mettrait le Québec « à feu et à sang », ce qui n’est pas sans rappeler le spectre du « sang coulant dans les rues de Montréal » des déclarations de Jean Marchand et Jean Drapeau lors de la crise d’Octobre 1970.

Il faut donc, selon les auteurs du Manifeste :

- avoir la lucidité de reconnaître l’envergure des obstacles à surmonter et des défis à relever, cesser de nous bercer d’illusions et faire retentir les sonnettes d’alarme ;
- prendre nos responsabilités et mettre l’épaule à la roue en faisant individuellement et collectivement les choix qui s’imposent ;
- faire du Québec un lieu inégalé de liberté intellectuelle et économique, une liberté qui « suppose d’abord et avant tout qu’il soit possible de remettre en cause le statu quo sans être immédiatement convoqué devant le tribunal d’inquisition du consensus québécois..., qui suppose le respect de ceux qui osent, qui sortent des sentiers battus, qui risquent..., qui requiert aussi le respect de ceux

qui réussissent, plutôt que l’envie, les procès d’intention et la suspicion ».

Nous assurant qu’ils n’ont pas de programme à vendre, ils affirment que le problème démographique est d’une ampleur et d’une complexité telles qu’il ne peut y avoir de solution miracle et qu’il ne pourrait à la limite qu’être atténué si le Québec connaissait dans un avenir rapproché un développement économique exceptionnel, dont une condition prioritaire, il va sans dire, serait l’allègement du fardeau de la dette. Libéré de ce fardeau, le gouvernement du Québec pourrait nous engager dans une « corvée essentielle pour la prospérité future du Québec », soit un investissement massif en éducation. Mais comme le niveau d’investissement nécessaire requis pour atteindre ces objectifs dépasserait les capacités financières du Québec, il faudrait, « dans un esprit de lucidité et de responsabilité », abandonner le gel des droits de scolarité, dont les premières victimes seraient les étudiants eux-mêmes.

Comme les Québécois seront moins nombreux, il leur faudra être plus productifs, nous disent les lucides, et cela exige un « environnement de travail favorisant la performance et l’innovation » ; il nous faut « être innovateurs en matière d’organisation du travail » ; dans le cadre de la concurrence mondiale, « il serait suicidaire de refuser de se défaire des rigidités qui minent notre compétitivité ».

La lucidité devrait aussi nous amener à augmenter substantiellement les tarifs d’électricité et à affecter au remboursement de la dette une part des revenus supplémentaires ainsi encaissés par Hydro-Québec. Enfin, une « réforme majeure de la taxation », frappant davantage la consommation et moins les revenus – en d’autres termes la mise en place d’un régime plus régressif frappant plus lourdement les bas revenus – serait nécessaire pour corriger les effets néfastes du régime actuel qui encourage les contribuables à privilégier les loisirs au travail. Une modification du dosage des taxes serait souhaitable pour favoriser l’offre de travail et de capital.

Le Manifeste se termine par un vibrant appel à un abandon de ce qui est désigné comme « cette attitude d’intolérance » qui au cours des dernières années se serait empressée de « clouer au pilori » des propositions

de ce genre et de monter contre leurs auteurs « des procès d'intention sans jamais prendre la peine d'étudier objectivement leurs idées ».

Les réactions au Manifeste dans les journaux

[Retour à la table des matières](#)

Comme on le sait, ce Manifeste a donné lieu à une avalanche de critiques dont tous sont en mesure de constater qu'elles sont loin de provenir exclusivement ni même principalement de ces supposés dominateurs du discours social québécois que seraient « les groupes de pression de toute sorte, dont les grands syndicats, qui ont monopolisé le label « progressiste » pour mieux s'opposer aux changements qu'impose la nouvelle donne ». On peut le constater en particulier en consultant le site internet portant le nom du Manifeste qui a été créé spécifiquement pour réunir les diverses contributions publiées dans les journaux à la suite de sa publication et qui a été fermé quelques jours plus tard, submergé par le nombre de commentaires, dont les négatifs constituent l'écrasante majorité. Il est intéressant d'en recenser un certain nombre parmi les plus significatifs.

Ce qui a « sonné comme de la musique » aux oreilles d'un Jean Charest ou d'un Mario Dumont, ou pour les représentants du patronat et la confrérie des amis de Lucien Bouchard et de Guy Saint-Pierre, a plutôt été accueilli avec une levée de boucliers en dehors de ce monde restreint de privilégiés. Dans les jours qui ont suivi la parution du Manifeste, on a pu lire dans la plupart des journaux, non seulement dans le quotidien indépendant qu'est Le Devoir, mais aussi dans ceux qui font partie de l'empire de Power Corporation (La Presse, Le Soleil, Le Nouvelliste, etc.), un flot d'opinions de lecteurs exprimant leur désaccord, mais aussi de sévères critiques de journalistes de ces journaux.

Dans un article du Devoir du 20 octobre, Gérard Bérubé exprimait ses réserves à l'égard d'une démarche présentée comme l'amorce d'un débat ouvert, alors que la réflexion du Manifeste était « déjà teintée, orientée

vers des solutions faisant appel au secteur privé et à la soi-disant capacité de payer de la classe moyenne. Hier c'était le déficit budgétaire ; aujourd'hui, c'est la dette publique. Il y a une quinzaine d'années, on invitait les Québécois à retirer leurs lunettes roses. Il y avait une lutte à mener, celle contre les déficits. Les Québécois dépensaient davantage que la richesse qu'ils créaient, disait-on. Aujourd'hui, on invite encore les Québécois à se défaire de leur vision teintée de rose. Car ils ne pourront plus créer la richesse dont ils ont besoin pour couvrir leurs dépenses, avertissement. Surtout, toujours cette menace de huissiers frappant à la porte ! ».

Dans le numéro du 21 octobre du même journal, l'éditorialiste Jean-Robert Sansfaçon relativisait l'importance du fardeau de la dette dont il rappelait par ailleurs qu'elle avait été gonflée de 1,6 milliard en 1998 par les politiques de mise à la retraite prématurée de 30 000 employés (tous remplacés par la suite) mises en œuvre par Lucien Bouchard, celui-là même qui alimente aujourd'hui artificiellement la panique en tirant la sonnette d'alarme quant à la taille de cette même dette. Il montrait aussi qu'il n'y a aucun parallèle entre le pétrole de l'Alberta qui est en grande partie exporté et dont la hausse du prix profite à la province, et l'hydroélectricité du Québec qui est essentiellement objet de consommation intérieure.

Dans un article intitulé « La lucidité des nantis » publié dans *Le Devoir* des 22 et 23 octobre, le journaliste Gil Courtemanche, reprochant au Manifeste de proposer non pas un projet de société, mais un projet d'usine plus efficace et plus rentable, soulignait que les politiques mises de l'avant dans ce Manifeste « ne sont finalement que des politiques anciennes qui, partout où elles ont été appliquées, ont fait croître les distorsions sociales et la pauvreté et ont fait diminuer la qualité des services publics ». « Au cœur de ce discours, poursuit-il, existe une conviction profonde que la société doit être une machine à produire et que le gouvernement doit se contenter d'être le comptable de la richesse produite et non son arbitre et son dispensateur... Les vingt-cinq dernières années ont prouvé qu'il est absolument erroné de croire que l'augmentation de la richesse produite par le secteur privé profite à l'ensemble de la population ». Enfin, « la lucidité conservatrice, car c'est bien de cette lucidité qu'on parle, considère généralement le syndicalisme comme un frein à la production de la richesse. Dans le cas qui nous occupe, les syndicats deviennent les ennemis du changement car ils défendent des 'traditions'. Si

on considère comme des 'traditions' une juste rémunération, un encadrement dans un contrat collectif de l'arbitraire patronal ou la lutte contre la sous-traitance dans les services publics, je veux bien me définir comme un traditionaliste et un réactionnaire ».

Beaucoup moins attendue était la charge qui est venue de l'intérieur même de la forteresse où a été conçu le projet du Manifeste et où en a été exposée une première mouture en février 2004, le journal La Presse. Je veux parler de l'article de Pierre Foglia intitulé « Putasserie », publié le 22 octobre, qui est non seulement un boulet rouge tiré à la face de cette « douzaine de bons apôtres... qui se réunissent pour faire le point sur le naufrage annoncé du Québec », mais une contestation ouverte de l'autorité morale de son patron signataire du Manifeste. « À la fin de leurs cogitations, écrit-il, le plus tribun des 12 s'empare du micro et, de sa voix de crucifié, lance un appel à la raison. Peuple, quel avenir veux-tu pour tes enfants ? Peut-on être plus pute ? La putasserie n'est pas le document en lui-même mais sa prétention à la non-partisanerie. Dans toutes ses interventions, M. Lucien Bouchard s'est ingénié à souligner que les 12 venaient d'horizons politiques différents. Séparatistes, fédéralistes, saisis de la même urgence de sauver le pays. M. Bouchard a juste oublié de nous dire que les 12 apôtres viennent tous de la même religion économique : le néolibéralisme ». Les 12, poursuit Foglia, avaient l'obligation morale de signer leur document en tant que « groupe de travail pour un Québec néolibéral ». Loin de cela, « ils se réclament de l'objectivité la plus affranchie et la plus spontanée..., d'une analyse non partisane de l'état des lieux, et ils affirment cette réalité, LEUR réalité, incontournable... C'est ce que Bourdieu appelait la gouvernance de droit divin. D'un côté, des élites lucides, raisonnables, informées, qui savent l'urgence de la situation, qui savent qu'il va falloir faire des sacrifices. De l'autre, le peuple ignorant, paresseux, hédoniste, qui vit au-dessus de ses moyens, qui se ment à lui-même ». Pourtant, écrit encore Foglia, « il y a une autre réalité que celle obligée du néolibéralisme. Une réalité citoyenne. Une voie qui se cherche encore et qui ne sait pas toujours ce qu'elle veut, mais qui sait ce qu'elle ne veut pas... »

Deux collègues de Foglia, Claude Picher et Yves Boisvert sont venus peu après à la rescousse des auteurs du Manifeste et de la direction de La Presse dans des articles du 25 et du 26 octobre respectivement. Picher avait déjà appuyé sans réserves le Manifeste dans un article publié le

même jour que celui de Foglia. Il écrivait : « Il n'y a aucun doute que le Québec se dirige vers des lendemains difficiles. Tous les indicateurs pointent en ce sens. Si les Québécois refusent de voir la réalité en face et de débattre ouvertement, lucidement et courageusement de la dette publique, du déclin démographique, de la rigidité du marché du travail, de l'apport du secteur privé, ils se tirent collectivement dans le pied ».

Lysiane Gagnon rappelait pour sa part, dans La Presse du 25 octobre, certaines incongruités du « tribun des 12 », Lucien Bouchard : « Le grand maestro du camp du OUI, pour qui la souveraineté était la 'baguette magique' qui mènerait le Québec au paradis, soutient aujourd'hui que la souveraineté ne changerait rien aux maux dont souffre le Québec. Il est vrai que Lucien Bouchard est un expert en virages, mais le rythme auquel il les accumule est assez étourdissant. On dira qu'il s'est passé dix ans depuis le dernier référendum. Soit. Mais les contradictions de Lucien Bouchard peuvent aussi s'étaler sur de très courtes périodes. Ainsi, l'homme qui implore aujourd'hui les Québécois de réduire leur train de vie est le même qui, il y a deux semaines, prenait les rênes d'un autre de ces projets de grandeur qui risque de grever les finances publiques – ce méga-projet de la Société du Havre, qui prévoit notamment le déménagement du casino au sein d'un coûteux 'centre de divertissement' et le réaménagement de toute la zone entourant l'autoroute Bonaventure, avec tunnel sous le fleuve et tutti quanti ».

On pourrait ajouter que celui qui se réclame tant de l'avenir de nos enfants ne semble pas préoccupé par le fait que l'implantation d'un casino dans un quartier défavorisé peut avoir un effet néfaste sur la jeunesse de cette zone à laquelle il souhaiterait qu'on l'impose malgré le refus de la population qui l'habite.

Toujours dans les pages de La Presse, le journaliste Michel Girard ne se gênait pas, le 12 novembre, pour critiquer la proposition du Manifeste d'augmenter les tarifs d'électricité afin d'en affecter une partie des produits au remboursement de la dette. Il mettait lui aussi en lumière l'absence complète de parallèle entre l'Alberta et ses ressources pétrolières et gazières, et le Québec avec ses ressources hydroélectriques. Il soulignait le fait que, si une hausse des prix pétroliers est pour l'Alberta une source de revenus extraordinaire provenant de l'extérieur de la province, une hausse du prix de l'électricité ne pourrait avoir le même effet au Québec

qui consomme 98,5 % de l’électricité produite par Hydro-Québec. Toute augmentation du prix de l’électricité aurait donc pour effet de réduire le revenu disponible des Québécois et de réduire en conséquence leurs autres dépenses de consommation, « ce qui aurait en bout de ligne un impact négatif sur l’économie québécoise ». Hausser le prix de l’électricité pour augmenter le dividende versé par Hydro-Québec au gouvernement « constitue une augmentation indirecte de l’impôt provincial ». Si donc le gouvernement « veut venir chercher plus d’argent dans les poches des contribuables, qu’il assume donc ses responsabilités en augmentant directement les impôts ». Au cours des dernières semaines, poursuit-il, nous avons eu droit à un manifeste *Pour un Québec lucide* et à un manifeste *Pour un Québec solidaire*. Je suggère une troisième voie : *Pour un Québec franc* ».

De l’inquiétude et *Pour un Québec solidaire*

[Retour à la table des matières](#)

Outre les opinions des journalistes, dont les exemples donnés jusqu’ici ne constituent qu’un échantillon, on a également pu lire dans les journaux une multitude d’opinions d’individus, parfois fort intéressantes, qu’il est évidemment impossible de reprendre ici. Il faut par contre signaler deux interventions collectives remarquées. La première, intitulée *Pour un Québec lucide*. De l’inquiétude, signée par vingt-quatre « citoyennes et citoyens, engagés dans le mouvement des femmes, les mouvements sociaux, communautaires et culturels et le mouvement syndical », parmi lesquels Vivian Barbot, Nicole de Sève, Jacques Fournier, Daniel Lachance, Richard Langlois, Paul Lévesque, Marie Pelchat, Gabrielle Pelletier, Normand Pépin et Claude Saint-Georges, a été diffusée sur le site internet de cyberpresse. Elle exprime un ensemble de sujets d’inquiétude :

- face à un texte moraliste de personnes qui, sous prétexte de lancer un débat, se placent au-dessus de la mêlée afin d’influencer les politiques gouvernementales ;
- face à leurs jugements péremptaires prononcés sans égard aux démentis que la réalité se charge de révéler ;
- face à leur diagnostic qui occulte le fait que la croissance des coûts de la santé est largement tributaire de l’inflation croissante du prix des médicaments et du lobby des technologies médicales ;
- face à leur manière de présenter les conséquences des coûts du vieillissement de la population sur les finances publiques qui occulte le fait que des milliers de femmes et d’hommes à la retraite vont continuer à payer des impôts et des taxes à la consommation ;
- face à leur silence sur les privilèges de l’entreprise privée qui privent le gouvernement d’importantes entrées fiscales et accentuent le poids de la dette ;
- face aux politiques proposées qui tentent de faire du Québec un espace où les règles du marché pourront s’appliquer avec le moins d’entraves possible ;
- face à leur considération du mouvement syndical comme étant centré sur les seuls intérêts de leurs membres, sans adresser les mêmes reproches aux groupes d’intérêt et aux « experts » qui pullulent autour du gouvernement, etc.

La deuxième initiative collective, qui a été la plus diffusée et la plus médiatisée, est celle du Manifeste Pour un Québec solidaire, rendu public le 1^{er} novembre. Ce manifeste, principalement identifié à Françoise David d’Option citoyenne et à Amir Khadir de l’Union des forces progressistes, a été signé par trente personnes issues des milieux universitaire, politique, journalistique, culturel et environnementaliste, ainsi que des mouvements populaires et communautaires, parmi lesquelles Omar Akouf, Richard Bergeron, Josée Blanchette, France Castel, Jean-Pierre Charbonneau, Lorraine Guay, Steven Guilbault, Vivian Labrie, Luck Mervil, Lorraine Pagé, Pierre Paquette, Hélène Pedneault, François Sail-

lant, Arthur Sandborn, Daniel Turp, Christian Vanasse, Denise Veilleux et Laure Waridel. Le Manifeste Pour un Québec solidaire présente une critique point par point du Manifeste Pour un Québec lucide, notamment sur la question démographique, les coûts des soins de santé, le fardeau réel de la dette, le fardeau fiscal réel, l’enjeu du commerce avec l’Asie, etc. et présente des éléments d’un projet collectif pour l’avenir du Québec :

- soutenir les entreprises qui répondent à des critères d’utilité sociale et d’intérêt général ;
- renforcer les lois du travail et combattre la disparité de traitement et les emplois précaires ;
- répartir équitablement la richesse par un système d’imposition plus progressif et lutter efficacement contre l’évasion fiscale ;
- réaliser une véritable accessibilité à l’éducation et financer correctement les établissements publics ;
- redonner sa mission à Hydro-Québec qui est de fournir à la population l’électricité au meilleur coût possible et donner aux entreprises québécoises un avantage sur leurs concurrents ;
- s’assurer la maîtrise publique du secteur de la santé et en garantir le financement public, garantir la qualité, l’universalité et l’accessibilité des soins, etc.

Déclin démographique ?

[Retour à la table des matières](#)

Deux questions méritent une attention particulière, celles du déclin démographique et du fardeau de la dette dont le Manifeste Pour un Québec lucide nous assure qu’elles constituent de réelles menaces pour l’avenir du Québec. Qu’en est-il d’abord de ce déclin démographique annoncé et de la réduction substantielle de la croissance économique qu’il entraînerait ? Comme on peut le lire dans un article intitulé « Pour un

Québec lucide : une analyse tronquée des impacts du déclin de la population », signé par Martine Poulin et publié dans *Le Devoir* du 28 octobre, selon le scénario de référence de l’Institut de la statistique du Québec, il est plutôt prévu que, même si la population du Québec augmente moins rapidement qu’avant, elle n’est pas en diminution et il y aura 700 000 personnes de plus au Québec en 2031 qu’en 2001. Même en 2051, lorsque les baby-boomers seront vraisemblablement tous morts, la population sera encore supérieure de 400 000 personnes à celle de 2001. Il est vrai que le chiffre clé pour ce qui est de la capacité productive de l’économie est le nombre de personnes en âge de travailler, c’est-à-dire le nombre de personnes dont l’âge est compris entre 20 et 64 ans, et que la proportion de cette catégorie d’âge diminue avec le vieillissement de la population. Mais il faut considérer qu’une proportion importante des personnes de ce groupe d’âge est inactive parce qu’en chômage et que plusieurs occuperaient un emploi s’il y avait du travail, contribuant par le fait même à la croissance économique et apportant par leurs impôts des revenus budgétaires à l’État. Il ne faut pas non plus perdre de vue, tel que mentionné plus tôt, que les revenus des retraités sont imposables et que leurs dépenses de consommation sont aussi des sources de revenus pour l’État par le biais des taxes à la consommation.

La dette publique

[Retour à la table des matières](#)

Personne n’a été surpris de voir les auteurs du Manifeste dresser de nouveau le spectre d’un endettement public du Québec devenu prohibitif comme l’une des principales menaces qui nous guettent, nos rêves, plus précisément ceux de nos enfants, étant voués à l’anéantissement par les coups des huissiers sur la porte. Pour que personne ne soit dupe de ces propos alarmistes, quelques précisions sont dans l’ordre ¹. Les auteurs du Manifeste écrivent que la dette publique par habitant au Québec est la plus élevée du continent. Sans nier l’importance de cet endettement, quel

¹ Le texte de cette section a été en partie publié dans *La Presse* du 25 octobre (p. A21) sous le titre « Dette : les vrais responsables ».

est son niveau relatif, non seulement à l'échelle du continent, mais à l'échelle mondiale ? Il est instructif de citer à cet égard les chiffres tirés d'une étude réalisée en 2004 par les économistes Claude Montmarquette, un des signataires du Manifeste, et Marcelin Joanis. Le niveau global de cet endettement, mesuré par la dette nette de l'ensemble des administrations publiques ² en pourcentage du PIB, à 44 %, est légèrement inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (46 %), et du même ordre que celui de pays comme le Canada (38 %), l'Espagne et la France (39 %), les Pays-Bas (42 %), les États-Unis (44 %), l'Autriche (45 %) et l'Allemagne (49 %) ³. Ce pourcentage atteint 72 %, 94 % et 96 % au Japon, en Italie et en Belgique respectivement. Panique, mais panique égale ?

Mais surtout, qui est responsable de cette dette ? L'explication de son origine et de son maintien à un niveau sur lequel s'appuient sans cesse patronat et gouvernements pour justifier leurs efforts de réduction des services publics, se situe toujours et exclusivement du côté des dépenses, jamais du côté des revenus. Pourtant, si le gouvernement du Québec, comme celui du Canada et ceux des autres pays, mettait un terme à toutes les formes d'évitement fiscal et d'évasion fiscale dont bénéficient les entreprises et les nantis de la société (exemptions légales d'impôt accessibles aux seules couches bénéficiant de hauts revenus, comme le relèvement des plafonds des REER ou l'imposition des revenus provenant de l'exercice des options d'achat d'actions au taux privilégié des gains de capital, recours aux paradis fiscaux pour éviter de payer l'impôt sur les revenus et les profits, report des versements d'impôts sur les bénéfices qui constituent dans les faits des prêts permanents sans intérêt consentis par les gouvernements aux entreprises, sans parler des multiples moyens de contournement dont bénéficient les initiés de la comptabilité et de la fiscalité), le problème de la dette serait sûrement fort différent de ce qu'il est actuellement, tout comme celui d'un financement courant adéquat des services publics dont la population a besoin.

Non seulement les privilégiés de la société, par les avantages dont ils bénéficient, sont-ils responsables de la dette publique, mais ils contribuent aussi de facto significativement moins que le commun des mortels à son financement et à son remboursement. Il

² Gouvernements fédéral, provincial et locaux (municipalités et commissions scolaires).

³ « La dette publique. Un défi prioritaire pour le Québec », étude publiée en 2004 par l'Institut de recherche en politiques publiques.

y a quarante ans, au Québec, les contributions des particuliers et des entreprises aux impôts sur le revenu et les profits étaient respectivement de l'ordre de 40 % et de 60 %. Aujourd'hui, la situation est complètement inversée : dans le budget de l'année en cours (2005-2006), la contribution des particuliers (16,7 milliards) est de 80 %, celle des entreprises (4,3 milliards), de 20 %. En tenant compte de la taxe de vente (9,7 milliards), mais sans tenir compte des taxes sur les carburants, le tabac et les boissons alcooliques ni des droits et permis, qui frappent surtout les particuliers, la contribution des particuliers est de 86 %, celle des entreprises de 14 %. On comprendra donc que, pour le service de la dette qui fait partie du budget gouvernemental, comme pour toutes les autres dépenses, la part qui est payée par les particuliers est plus de six fois plus importante que celle qui est payée par les entreprises. Une dette, par surcroît, illégitime, du fait que son origine est, d'abord et avant tout, attribuable aux réductions d'impôt et à l'évasion fiscale des entreprises et des nantis.

Et cela ne suffit pas selon les auteurs du Manifeste qui proposent, comme nous l'avons vu, « une réforme majeure de la taxation » accroissant les taxes à la consommation et réduisant les taxes sur le revenu, sans compter les hausses des tarifs de l'électricité et des droits de scolarité. Apôtres de la réduction de la dette publique, ils considèrent comme tout à fait normale une hausse de la dette privée, celle des individus frappés par ces mesures.

Mais il y a plus. À 7 milliards de dollars d'intérêts par année, le fardeau de la dette publique du Québec est prohibitif, lit-on en substance dans le Manifeste. Sept milliards, tel est bien le montant du « service de la dette » comptabilisé dans le budget du gouvernement. Mais est-il correct de dire que 7 milliards de dollars sortent effectivement des coffres du gouvernement chaque année pour payer les intérêts de la dette ? La réponse est : « non » ! Le déboursé annuel réel du gouvernement à ce titre au cours des neuf dernières années a été en moyenne de 4,5 milliards et non de 7 milliards. D'où vient cette différence de quelque 2,5 milliards dont on ne parle jamais ?

Selon les normes comptables du gouvernement, la dette publique totale, qui atteindra 119 milliards cette année d'après les prévisions du ministère des Finances, a deux composantes : la dette directe, ou dette contractée sur les marchés, et les engagements à l'égard des régimes de retraite du secteur public. La première est une véritable dette. Elle consiste dans les obligations émises par le gouvernement auprès du public. Elle s'élèvera à la fin de l'année courante à 82 milliards. Sur cette dette, le gouvernement paie effectivement des intérêts annuels, qui ont

été de 4,5 milliards en moyenne au cours des dernières années. La deuxième est une simple reconnaissance par le gouvernement d'un engagement à payer des prestations de retraite dans le futur. La valeur actualisée de ces engagements futurs atteindra 37 milliards cette année. Toujours selon ses normes comptables, le gouvernement impute à cette reconnaissance de dette une charge fictive d'intérêt qu'il comptabilise dans ses dépenses courantes au chapitre du service de la dette, qui se trouve gonflé d'autant. Son montant annuel a été en moyenne de 2,5 milliards au cours des dernières années. Cette charge comptable fictive n'entraîne pas de versement de fonds et en conséquence ne crée pas de besoin de financement. Inférieur de quelque 2,5 milliards au montant prétendu de 7 milliards, le déboursé réel du gouvernement en intérêts sur la dette n'en demeure pas moins un montant élevé, mais que personne n'est en droit de gonfler indûment pour dramatiser la situation.

Pour moduler la vision alarmiste et unilatérale des auteurs du Manifeste en ce qui a trait à la dette publique, une remarque s'impose à l'égard de la « dette nette » du gouvernement, qui est définie comme sa dette totale diminuée de la valeur des ses actifs financiers (mises de fonds dans les sociétés d'État, prêts et avances consentis à des tiers, etc.). Il faut souligner que pour arriver à cette dette nette, évaluée à 99 milliards, on tient compte des seuls actifs financiers du gouvernement, à l'exclusion de ses actifs matériels (routes, édifices, etc.). Si on tenait compte aussi des actifs matériels, la dette nette de l'ensemble des gouvernements des provinces du Canada serait nulle, comme le soutient en particulier l'économiste François Vaillancourt dans une étude de 2004.

Une réduction relative de la dette, sans remboursement

[Retour à la table des matières](#)

Enfin, les auteurs du Manifeste alertent la population contre le risque d'un accroissement du fardeau de la dette qui résulterait d'une hausse des taux d'intérêt. « Avec une dette de 120 milliards, écrivent-ils, chaque augmentation d'un point des taux ajoutera, à terme, 1,2 milliard au ser-

vice de la dette ». Mais ils omettent de dire que chaque hausse du taux de l'inflation, qui semble actuellement vouloir reprendre de l'ampleur, aura un effet égal en sens inverse en diminuant d'autant la valeur réelle de la dette, et qu'une croissance économique plus rapide que celle de la dette a pour effet de réduire sa valeur relative en proportion du Produit intérieur brut.

À titre d'illustration, malgré une augmentation de 24 milliards de 1997-1998 à 2005-2006, la dette directe du gouvernement du Québec a légèrement diminué en termes relatifs, passant de 30,7 % à 29,4 % du PIB, sans aucun remboursement de la dette (sauf pour un montant purement symbolique sous le mandat de Pauline Marois aux Finances). Pendant la même période, la dette nette a été réduite de 47 % à 35,5 % du PIB, sous l'effet de divers facteurs additionnels dont le principal est l'augmentation des actifs financiers du gouvernement, notamment dans le Fonds d'amortissement des régimes de retraite. Toujours pendant la même période et sans remboursement de la dette, le service de la dette directe en pourcentage des revenus budgétaires diminuait de 10,5 % à 8,5 %, alors que le service de la dette totale diminuait de 17,7 % à 13,1 %.

Quant à la dette du gouvernement fédéral en pourcentage du PIB, 83,5 % de sa réduction entre 1995-1996 et 2004-2005 est attribuable à la croissance du PIB, 16,5 % seulement aux 63 milliards de dollars versés au titre de son remboursement au cours de cette période de huit ans, montants qui auraient pu être destinés à un meilleur usage, en particulier à la correction du déséquilibre fiscal. Mieux encore, selon les prévisions de la Mise à jour économique et financière présentée en novembre 2005 par le ministre des Finances, le rapport de la dette au PIB, qui était de 38,7 % en 2004-2005, serait réduit à 29,1 % en 2010-2011 s'il n'y avait d'ici là aucun nouveau montant destiné au remboursement de la dette, grâce à la seule croissance du PIB, et que ce pourcentage ne serait réduit que d'un point de pourcentage supplémentaire, à 28,1 %, si 3 milliards de dollars par année, ou 18 milliards en six ans, étaient affectés au remboursement de la dette. Même en supposant que le remboursement de la dette au cours de cette période serait de 63 milliards comme au cours des huit dernières années, soit 3,5 fois le montant prévu, le rapport de la dette au PIB serait réduit à 25,4 % seulement, ne diminuant que de 2,6 points de pourcentage additionnels.

Non seulement ces chiffres sont-ils éloquentes, mais une telle attitude face à la question de la pertinence du remboursement de la dette avait fait l'objet d'un consensus au Québec il y a à peine dix ans, comme le rappelle le journaliste Michel Venne dans *Le Devoir* du 31 octobre : « En 1996, la Commission sur la fiscalité et le financement des services publics, créée par Lucien Bouchard et présidée par Alban D'Amours (celui-là même qui aujourd'hui propose d'augmenter les tarifs d'électricité pour rembourser la dette), avait rejeté l'idée de créer un Fonds de remboursement de la dette. À l'époque (il y a neuf ans à peine), le consensus voulait que si on mettait fin aux déficits budgétaires chroniques du gouvernement, le poids de la dette diminuerait de lui-même dans l'économie. Cela semblait satisfaire tout le monde. Si les auteurs de cette politique croient aujourd'hui qu'il faille aller plus loin et, comme le réclament des groupes de jeunes, réduire la dette, est-ce une raison pour accuser le Québec entier de 'dormir au gaz' ? Encore faudrait-il que le Québec ait les moyens de le faire. Et s'il en avait les moyens, la réduction de la dette devrait-elle être sa priorité ? Ça aussi, ça se discute ».

En terminant ce tour d'horizon qui nous a donné la mesure de l'opposition quasi générale au Manifeste *Pour un Québec lucide*, il est intéressant de prendre connaissance du verdict que cet éditorialiste universel des journaux de Power Corporation, Alain Dubuc, pose, lui, et qu'on a pu lire notamment dans *La Presse* du 26 octobre : « Dans un premier temps, ce texte, même s'il est sombre...a spontanément été bien accueilli par M. et Mme Tout-le-monde... Mais cette réaction initiale a vite été étouffée quand est venue la condamnation quasi-unanime de ceux qui contrôlent les débats publics au Québec, occupent les scènes, monopolisent les micros : les professionnels de la réaction, toujours les mêmes, issus surtout d'une mouvance syndicalo-populaire qui, grâce à l'appui complaisant des médias, peut compter sur une visibilité dépassant largement son poids réel dans la société. Qui ont voulu tuer dans l'œuf les idées du manifeste avec des procédés qui s'inspirent d'une logique totalitaire ». Est-il nécessaire de commenter ?